

GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE :

FOYERS DU RADICALISME ÉCOLOGIQUE

Morgane Daury-Fauveau
Présidente du CERU

« Des compétences au service des convictions »

Fondé en 2008, le CERU est un laboratoire d'idées indépendant, à but non lucratif, qui s'appuie sur l'expertise d'universitaires pour éclairer l'actualité et proposer des solutions concrètes aux défis politiques, géopolitiques, sociétaux, scientifiques et technologiques qui se présentent à nous.

Nos contributeurs sont issus de champs disciplinaires différents, mais ils partagent des valeurs communes (promotion de l'excellence, sens de la transmission et de l'autorité, défense de la liberté, primauté de la personne, rejet du communautarisme...) et un même respect de ce que doit-être l'honnêteté scientifique.

L'AUTEUR DE LA NOTE

Morgane Daury-Fauveau est Présidente du CERU, le laboratoire d'idées universitaire.

Professeur de droit privé et de sciences criminelles, elle est également directrice du parcours pénal du master de droit privé général à la Faculté de droit et de sciences politiques d'Amiens.

Grandes Écoles de commerce : foyers du radicalisme écologique

Depuis ces dernières années, l'enseignement dans les Écoles de commerce a pris un tournant résolument écologique jusqu'à repenser tous ses programmes sous cet angle.

Le nombre d'heures dispensées, au moins une centaine au cours du *cursus*, pose déjà question : peut-on raisonnablement espérer que ce volume horaire ne se traduise pas par une réduction du temps accordé à l'enseignement des matières fondamentales de la discipline ? Une réponse négative s'impose, le temps n'est pas extensif et les cours magistraux, travaux dirigés, ateliers, conférences, mises en situation, projets divers et variés consacrés à l'écologie et à la « sustainability » se font nécessairement au détriment de la gestion, de la finance, du marketing, de la stratégie, ou encore des ressources humaines.

On sait déjà que l'introduction à l'école de matières périphériques aux fondamentaux a provoqué une baisse drastique de l'enseignement du français et des mathématiques, et consécutivement, du niveau des élèves. C'est maintenant le supérieur qui est touché et particulièrement le fleuron de nos écoles : les grandes Écoles de commerce. Les universités sont comparativement moins touchées, sans doute à cause des moyens financiers considérables que supposent ces enseignements spécifiques, dont elles ne disposent pas.... A l'exception des IEP bien sûr, qui sont intégrés dans cette étude.

Mais surtout, c'est le contenu de ces cours qui suscite l'interrogation : on a constaté que l'écologie enseignée est le plus souvent une écologie radicale, notoirement anti-capitaliste. Mues par un complexe sans doute tenace, les Écoles de commerce, dont l'objet est fondamentalement l'enseignement sur la production de richesses, font la publicité

**L'écologie enseignée
est le plus souvent
radicale**

de la décroissance. Apparemment, la similarité entre décroissance et récession ne vient pas à l'esprit des dirigeants de ces Écoles, ni que la croissance économique a permis de faire reculer considérablement la mortalité infantile, d'allonger l'espérance de vie, de faire baisser la famine et la misère... Nous observerons dans cette étude que **HEC**, **l'EM Lyon**, **l'ESCP**, **l'ESSEC** et **Sciences po** invitent des chercheurs qui considèrent que seule la baisse de la croissance peut sauver la Terre. Les apports de l'innovation et du progrès technique et scientifique ne paraissent pas avoir droit de cité.

Comment expliquer un tel engouement pour l'enseignement d'une écologie radicale ?

Dans le même registre, ces Écoles font la part belle à l'Anthropocène, cette théorie selon laquelle nous serions entrés dans une nouvelle ère géologique, caractérisée par la supériorité de l'emprise de l'espèce humaine et de ses activités sur l'environnement par rapport à l'influence des forces géophysiques. Cette théorie a été invalidée par la plus haute instance internationale de la géologie : la Commission internationale de stratigraphie (issue de l'Union internationale des sciences géologiques) a en effet rejeté la proposition d'ériger l'Anthropocène en nouvelle subdivision de l'échelle des temps géologiques. Voilà qui n'a pas ému certaines de nos grandes Écoles qui continuent de l'enseigner à leurs étudiants.

Comment expliquer un tel engouement, qui visiblement continue de se manifester et même de se renforcer d'année en année, pour l'enseignement d'une écologie radicale, idéologisée, convaincue que l'espèce humaine a « colonisé » la terre et que l'industrialisation est meurtrière sans réflexion sur les bienfaits de celle-ci et l'augmentation du niveau de vie qu'elle a générée ?



Il va de soi que de multiples facteurs expliquent cette situation (influence de certains médias et partis politiques, réseaux sociaux, etc.), mais il en est un qui est spécifique aux grandes Écoles : elles font l'objet d'accréditations et de classements. Notre étude démontre la mutation radicale de ceux-ci depuis les années 2000 : intimement liés (les accréditations dictent les classements), leurs indicateurs ont radicalement changé. Autrefois centrés exclusivement sur des critères classiques (sélection à l'entrée, nombre de publications des enseignants et chercheurs, insertion professionnelle, ouverture à l'international, etc.), les indicateurs des classements font maintenant la part belle au pourcentage de cours consacrés

à l'écologie et à la contribution aux objectifs de développement durable de l'ONU. Nous avons même constaté que certains classements ne prennent plus en compte les critères académiques. Quant aux accréditations, le marché est dominé par trois labels internationaux dont un, l'AMBA (Association of Masters of Business Administration), exige des

5 - CERU
LE LABO D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES

I - La part massive de l'enseignement de l'écologie dans les programmes des grandes Écoles

C'est la constatation à laquelle on est inexorablement conduit lorsqu'on navigue sur les sites des grandes Écoles et qu'on observe les maquettes de leurs programmes.

Une mise dans le bain immédiate

La Fresque du climat est obligatoire dans toutes les grandes Écoles de commerce (V. encadré sur la fresque du climat).

La Fresque du climat

La Fresque du climat, créée en 2015 par Cédric Ringenbach et institutionnalisée sous forme associative en 2018, s'est rapidement imposée comme l'un des outils pédagogiques les plus diffusés sur les enjeux climatiques. Reposant sur un jeu de cartes basé sur les rapports du GIEC et destiné à "sensibiliser le plus grand nombre aux causes et conséquences du dérèglement climatique", elle revendique plus de 2,1 millions de participants dans 168 pays, traduite en 45 langues et animée par plus de 93 000 formateurs.



La Fresque n'est pas née d'un projet académique neutre mais d'une trajectoire personnelle et militante. Son fondateur, ingénieur centralien et ancien directeur du think tank The Shift Project (2010-2016), revendique un engagement de longue date dans la lutte contre le changement climatique. Influencé par Jean-Marc Jancovici, il a traversé une phase de "survivalisme et colapso-logie", avant de transformer son militantisme individuel en stratégie collective de sensibilisation.

Son modèle s'est largement répandu grâce à son fonctionnement économique : entreprises et particuliers peuvent devenir formateurs après avoir suivi la formation, et sont ensuite rémunérés, une partie de leurs revenus étant reversée à l'association. Ce système incite les employés formés à promouvoir à leur tour la démarche au sein de leur entreprise afin de devenir formateurs eux-mêmes et d'en tirer un bénéfice financier, créant ainsi une dynamique d'auto-promotion du dispositif.

Les organisateurs revendiquent explicitement l'usage de l'éco-anxiété comme levier d'action. Ils citent une étude selon laquelle 30 % des participants modifient temporairement leurs comportements, principalement sous l'effet d'un choc émotionnel provoqué pendant la formation. Cette technique repose sur la création d'une réaction psychologique intense en décrivant la situation actuelle comme une crise majeure et en insistant sur les catastrophes environnementales à venir dans ce contexte.

L'association se réclame des rapports du GIEC et se présente comme neutre, mais ses animateurs et relais appartiennent majoritairement à des cercles militants. Ainsi, Camille Étienne, figure de la désobéissance climatique en France, recommande et utilise la Fresque dans ses ateliers auprès du grand public, dans des performances et dans des campagnes de sensibilisation et les collectifs Alternatiba / ANV-COP21 / Youth for Climate utilisent la Fresque lors de camps climat, de sessions de formation de militants et de sensibilisation lors de la COP26, ou dans les universités d'été du climat.

Les étudiants de l'**EM Lyon**, de l'**EDHEC**, de l'**ESSEC** et de **HEC** passent également un test certifiant de sensibilisation au développement durable, le Sulitest (Sustainability Literacy Test, V. encadré). Les étudiants d'**HEC** le passent même une deuxième fois en fin de master afin « de mesurer l'impact des enseignements proposés à **HEC** et de garantir un niveau de connaissance minimum pour ses diplômés en matière de développement durable »¹.

Le Sulitest (Sustainability Literacy Test)



Le Sustainability Literacy Test (Sulitest), créé en 2014 par Aurélien Decamps et Jean-Christophe Carteron, professeurs à KEDGE Business School, est aujourd'hui présenté comme un outil international de mesure des connaissances en développement durable. Inspiré par la conférence Rio+20, ce test a pour ambition de devenir le « TOEFL du développement durable », reconnu à la fois par les Nations Unies, l'UNESCO et des organismes d'accréditation internationaux.

Le dispositif repose juridiquement sur une association loi 1901, garante d'une mission d'intérêt général, et sur une société de l'économie sociale et solidaire (ESUS), créée en 2021, qui a accueilli au capital plusieurs grandes écoles françaises (CY University, ESSEC, EM Normandie, Excelia, KEDGE Business School et Université Paris-Saclay).

Le Sulitest classique comprend 50 questions à choix multiples, tandis que la version TASK™ en propose 112, structurées autour de trois axes : systèmes terrestres, bien-être humain et leviers d'action. Les référentiels mobilisés sont les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), les travaux sur les limites planétaires (Steffen et al., 2015 : théorie controversée selon laquelle il existe des seuils à ne pas dépasser au risque d'un effondrement) et le modèle de l'économie du donut (Kate Raworth, selon laquelle l'économie ne doit plus chercher la croissance mais un équilibre entre justice sociale et soutenabilité environnementale).

Le Sulitest bénéficie du soutien de réseaux puissants (UNESCO, UNEP, ONU-Habitat) et d'organismes d'accréditation (AACSB, EFMD, PRME). Sa reconnaissance lui confère un poids stratégique : pour conserver leur attractivité et leurs labels, les écoles de commerce ont tout intérêt à l'adopter.

Des cours obligatoires en 1ère année

A **Sciences po**, tous les étudiants de 1ère année (environ 1 700 élèves), des sept campus, doivent suivre le « Grand cours obligatoire de Culture écologique » de 24 heures dont l'introduction à Paris, est confiée au professeur Pierre Charbonnier dans lequel il aborde le concept de domination coloniale.

Depuis la rentrée 2021, **EM Lyon** a lancé un cours obligatoire d'introduction aux enjeux climatiques pour les 1 200 élèves du programme Grande École, intitulé « Agir pour le climat » ou « agir pour la planète » selon les années. Depuis 2023, il a été étendu aux étudiants du « Global bachelor of business administration ». Le cours tient sur dix semaines. Son créateur, ne cache pas son ambition : il s'agit de favoriser la mobi-

lisation autour du changement climatique² compte tenu de « la menace existentielle » qui pèse sur notre époque³.



A **HEC**, le « Parcours Engagement », est aussi suivi par tous les étudiants de première année. Après le séminaire « Raison d'être et Soutenabilité » à Chamonix, les étudiants suivent une série de conférences, cours et ateliers dans la cadre d'un enseignement sur les enjeux planétaires et la manière dont ils doivent être pris en compte dans l'activité économique. Dans

ce cadre, François Gemenne, principal auteur du 6ème rapport du GIEC, appelle à « une réinvention du capitalisme » et à une « transformation radicale des modes de production, de consommation et de distribution des richesses »⁴.

Il faut « sensibiliser les étudiants à la question de l'épuisement des ressources »

A **l'ESSEC**, depuis la rentrée 2020, tous les étudiants (Grande École, Global BBA, Masters) suivent une formation de 20 heures sur les enjeux environnementaux (et une formation de 20 heures sur la responsabilité sociale des entreprises).

A **l'EDHEC**, les étudiants de 1ère année suivent, à la rentrée, un séminaire de trois jours sur le climat puis choisissent un sujet relatif à la crise écologique sur lequel ils devront travailler durant trois mois. En outre, **l'EDHEC** dispense un cours obligatoire intitulé « Limites planétaires et modèles économiques durables » aux étudiants de première année afin de les « sensibiliser à la question de l'épuisement des ressources et du dépassement planétaire sur la base de connaissances scientifiques »⁵.

II - Une écologie radicale

Il ne s'agit pas de chercher des solutions dans le progrès et l'innovation. Au contraire, l'écologie est présentée sous l'angle de la décroissance et les étudiants reçoivent des enseignements sur l'Anthropocène, théorie pourtant invalidée par la plus haute instance internationale de la géologie...

L'écologie enseignée sous l'angle de la décroissance

La décroissance, le thème à la mode dans les écoles de commerce

En 2022, **HEC** avait fait de la décroissance son thème de rentrée en invitant Timothée Parrique, chercheur en économie écologique et spécialiste de la décroissance et de la postcroissance, à présenter son livre « Ralentir ou périr : l'économie de la décroissance ». L'auteur soutient que seule la réduction de la production et de la consommation peuvent alléger l'empreinte écologique et se réclame de la low-tech, ce mouvement rejetant l'idée que l'innovation technologique pourrait contribuer à l'écologie. Dans un entretien donné en 2023, il affirme que « la décroissance est incompatible avec le capitalisme »⁶ et invite donc à rompre avec notre système économique.

Ce même chercheur est régulièrement invité par **Sciences po** (Youtube regorge de vidéos d'extraits de ses conférences organisées par Science po Alumni, **Sciences po** Paris, Toulouse et Bordeaux, intitulées « Faut-il avoir peur de la décroissance ? » ou encore « Économie de la décroissance »), **l'EM Lyon** (« Une autre économie est-elle possible ? »), **l'ES-SEC** où il a fait connaître aux jeunes des notions nouvelles, telles que « l'économie féministe » ou encore « le concept de plancher social »... Selon Le Point, entre 2022 et 2024, Timothée Parrique est intervenu dans 59 Écoles et universités, dont une quinzaine de business schools⁷.

Une enseignante de Sciences Po, adepte de la collapsologie

Toujours à **Sciences po** Paris, Agnès Sinaï (spécialiste de l'Anthropocène) a enseigné « Les politiques de la décroissance » jusqu'en 2023. Elle a fondé l'Institut Momentum, pour structurer le mouvement de collapsologie, selon lequel notre civilisation va disparaître dans un avenir plus ou moins proche. Par ailleurs, les étudiants de **Sciences po** ont pu assister, du 27 au 29 octobre 2025, à une soixantaine de conférences, ateliers et rencontres professionnelles, co-organisés avec Paris Climate & Nature Week consacrés, entre autres au « backlash écologique ». Ce terme désigne les stratégies qui seraient censées être mises en œuvre pour ralentir la transition écologique, parmi lesquelles, le techno solutionnisme, bête noire des écologistes radicaux car il consiste à travailler sur des réponses techniques rapides aux crises écologiques et non sur un changement structurel impliquant, peu ou prou, l'abandon du capitalisme.

L'ESCP a organisé en 2022 une conférence : « Entreprises et décroissance : (p)oser le débat »⁸, animée par Cédric Villani (ex député), Delphine Batho, (alors déléguée générale du parti Génération Écologie) et Yannick Servant (cofondateur de la Convention des entreprises pour le climat).

L'enseignement de la théorie invalidée de l'Anthropocène dans les grandes Écoles

L'Anthropocène serait une nouvelle époque géologique caractérisée par l'avènement des hommes comme force de changement sur Terre (notamment du climat) supérieure aux forces géophysiques. Le développement économique et social des activités humaines aurait des conséquences qui surpassent celles produites par les grands processus naturels, comme la tectonique des plaques, le volcanisme, les grands mouvements océaniques et atmosphériques... On comprend le message à peine subliminal : il faut ralentir la production humaine pour sauver mère Gaïa⁹.

L'Anthropocène continue d'être enseigné dans les grandes écoles alors même que le concept n'est pas jugé pertinent par la plus haute instance des sciences géologiques au niveau mondial

Problème : la Commission Internationale de Stratigraphie [ICS] (issue de l'Union internationale des sciences géologiques), qui est l'organe officiel pour la définition et la ratification des échelles du temps géologique au niveau mondial, a rejeté la proposition d'une époque anthropocène comme unité formelle de l'échelle des temps géologiques. Ce rejet a fait l'objet d'une déclaration officielle le 21 mars 2024 qui précise que le vote été approuvé par le comité exécutif de l'ICS et que cette approbation a été massivement soutenue par les présidents des sous-commissions de l'ICS. On ne saurait être plus clair... Pour les géologues le concept d'anthropocène n'est donc pas pertinent et nous continuons à vivre dans l'époque Holocène de notre planète, qui a débuté il y a environ 12 000 ans.

The screenshot shows the L'Usine Nouvelle website. The main navigation bar includes categories like 'APPELS D'OFFRES', 'FOURNISSEURS', 'INDUSTRIE RECRUTE', etc. The article is in the 'ÉCO - SOCIAL' section, specifically under 'Management'. The headline is 'Comment les entreprises tentent d'attirer les jeunes diplômés de la «génération Anthropocène»'. Below the headline, it says 'Très impliqués dans les enjeux climatiques et sociaux, les jeunes diplômés expriment de fortes exigences vis-à-vis de leurs employeurs. Lesquels doivent s'adapter.' There is a photo of two people at a podium. The article is dated 12 octobre 2022 and is 5 minutes long.

Pourtant, le sujet de l'agrégation externe de géographie cette année était « La ville anthropocène », et l'Anthropocène a investi les enseignements des grandes Écoles. Si bien que lorsque L'Usine Nouvelle titre « Comment les entreprises tentent d'attirer les jeunes diplômés de la "génération Anthropocène" » et affirme que 77 % des élèves font de l'impact sociétal le critère déterminant de choix du premier emploi¹⁰, on ne saurait s'en étonner : ils sont le pur produit de l'enseignement reçu.

C'est le cas de l'EM Lyon, particulièrement zélée en la matière puisqu'elle a créé un poste de Doyen associé à la pédagogie en Anthropocène en 2023,

« afin de garantir que la notion d’habitabilité de la planète irrigue l’ensemble de la pédagogie de l’École ». Depuis cette date, il existe un nouveau parcours : « Agir pour penser, penser pour agir en Anthropocène », composé de trois cours obligatoires (donc dispensés à tous les étudiants de première année) : « Agir pour la planète », « Futurs durables » et « Engagement responsable »¹¹.



François Gemenne

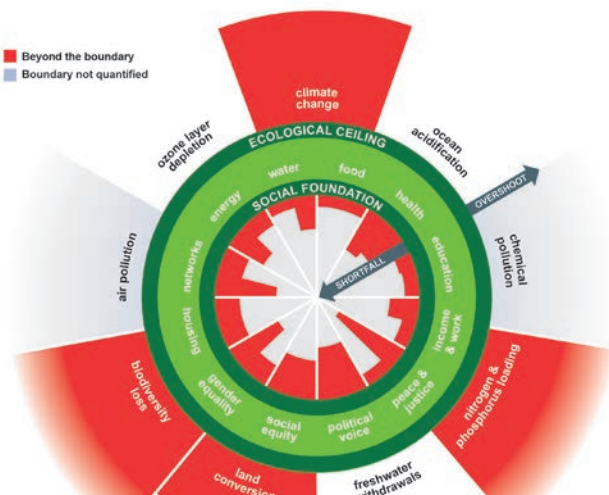
HEC n’est pas en reste grâce à l’un de ses professeurs, François Gemenne, Directeur académique du Master in Sustainability and Social Innovation et auteur principal du 6ème rapport du GIEC. Il a conçu le cours de Limites planétaires (Planetary Boundaries), de 30h, obligatoirement suivi par les étudiants du programme grandes Écoles de 1ère année qui porte sur l’Anthropocène, le changement climatique et l’épuisement des ressources.

Son Master s’ouvre par un séminaire intensif de trois semaines qui expose aux étudiants l’Anthropocène par des conférences, des

ateliers, des serious game etc... qu’il justifie ainsi : « Le séminaire fournit aux étudiants les fondamentaux sur le changement climatique, la perte de biodiversité, la pollution, l’extraction des ressources et toutes les composantes de ce que nous appelons l’Anthropocène, cette nouvelle époque géologique dans laquelle nous sommes entrés »¹².

L’ESSEC, avec CY Cergy Paris Université, a créé un diplôme de Bachelior, d’une durée de trois ans, spécifiquement pensé pour « apprendre à analyser un système complexe à l’ère de l’anthropocène »¹³.

Par ailleurs, **l’ESSEC** s’est engagée dans une démarche de transition écologique et sociale (« Together »). Selon son site, « ce sont plus d’une centaine d’heures de cours qui sont dédiées aux enjeux environnementaux et sociaux pour les étudiants du programme Grande École, avec des enseignements renforcés cette année sur les limites planétaires et la théorie du donut¹⁴ »¹⁵.



L’ESCP a créé un nouveau cours en 2021 dans le Master in Management (MiM) « pour former 800 étudiants aux problématiques de l’anthropocène, de la limite planétaire, aux objectifs du développement durable de l’ONU, à l’innovation des business modèles, aux nouvelles approches de la comptabilité, aux limites de la croissance et les enjeux de la décroissance »¹⁶...

L'École organise également des événements comme ce cycle de conférences intitulé « The earth's critical zone at the time of the Anthropocene » avec l'Académie des Sciences en janvier 2025 ou « From Anthropocene to Organocene : Global Ecological Risks & Hyper-Organization » qui s'est tenu le 3 avril 2025, explorant les liens entre les limites planétaires, les organisations et le concept d'« Organocène », avec l'EM Lyon et Science po.

A l'EDHEC, le Master MSc in Entrepreneurship & Innovation annonce « placer résolument les pratiques responsables au cœur de son projet » et propose un séminaire de rentrée « Entreprendre à l'heure des défis de l'Anthropocène » d'une durée de 18 heures, qui « s'appuie sur une approche pluridisciplinaire pour comprendre le rôle des entrepreneurs face aux enjeux de l'Anthropocène, notamment le climat, la biodiversité, les pollutions, la démographie, etc. »¹⁷.



A Sciences po, dans la cadre du cours obligatoire de Culture écologique, la première séance est consacrée à l'Anthropocène et au risque de la sixième extinction de masse qui serait due aux activités humaines : « entre 500 000 et 1 million d'espèces sont menacées d'extinction, notamment au cours des prochaines décennies, chose qui n'avait jamais eu lieu auparavant dans l'histoire de l'humanité » (cours consulté en 2023). On relèvera le choix de l'indicatif et non du conditionnel qui aurait pourtant été bienvenu : Science et Vie s'est fait récemment l'écho d'une étude (John Wiens, professeur à l'université d'Arizona, et Kristen Saban, chercheuse à Harvard, PLOS Biology en septembre 2025) qui tempère le diagnostic

d'extinction de masse des espèces et constate que « les extinctions de genres semblent avoir atteint leur pic entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle » et que « depuis un siècle, les taux ont globalement diminué »¹⁸.

Sciences po a également organisé en 2024 un cycle de conférences (« Anthropocène : enjeux, défis et matérialité pour la gestion des entreprises » ; « Équiper les organisations face à l'Anthropocène » et « L'Anthropocène : un nouveau récit pour la stratégie d'entreprise ? »)¹⁹. En outre, « L'Anthropocène : faut-il y croire ? Qu'est-ce que ça change ? » a été le thème de la Conférence inaugurale de **Sciences Po Strasbourg** en 2024²⁰.

Enfin, plusieurs IEP de province ont intégré dans leurs cursus le moodle intitulé « Socle commun de connaissances et de compétences trans-

versales sur l'anthropocène » délivré par l'Université Virtuelle Environnement et Développement Durable (UVED)²¹.

III - L'intégration de l'écologie dans tous les programmes

Au-delà des Masters spécialisés (« Sustainability and Social Innovation » à **HEC**, « management de la transition climatique », « Leading Sustainable Transformations » à l'**EM Lyon**, « International Sustainability Management », « Sustainability Entrepreneurship and Innovation » à l'**ESCP**, « International Business and Sustainability » à **Science po**, « Global & Sustainable Business » à l'**EDHEC**, etc.) qu'offrent aujourd'hui toutes les grandes Écoles, elles ont revu leurs programmes pour intégrer dans toutes leurs spécialités les questions écologiques. Cette lame de fond s'inscrit dans le cadre du projet ClimatSup Business (V. encadré) développé par **Audencia** avec le Shift Project, think tank présidé par Jean-Marc Jancovici (V. encadré).

ClimatSup Business

Le long rapport final du projet ClimatSup Business (252 pages), de novembre 2022, rappelle son objectif : contribuer à transformer l'enseignement supérieur en gestion afin que 100 % des étudiants soient formés aux enjeux écologiques.



Pour cela, il formule des recommandations pour chaque acteur de la transition. Par exemple, les directions et les présidences des établissements doivent organiser la formation de tous les personnels, les Alumni doivent sensibiliser leurs pairs, les classements et accréditations doivent accorder aux enjeux écologiques un poids supérieur à tous les autres critères dans l'évaluation et les enseignants doivent faire évoluer leurs cours sur la base du socle de connaissances et de compétences.

Ce socle de connaissances et de compétences à diffuser aux étudiants est détaillé :

L'origine humaine des déséquilibres du « système Terre » ne fait l'objet d'aucune discussion. Il est acquis et présenté comme un « consensus scientifique sans appel ». Les activités économiques sont à l'origine de pressions sur les écosystèmes, sur les ressources, sur le climat, qui mettent en péril les conditions de vie humaine sur Terre.

Les solutions ne peuvent passer que par la transformation de nos systèmes économiques et financiers et précisément par des stratégies de sobriété qui impliquent une réduction volontaire de la consommation et de la production.

Il faut donc que la formation des étudiants en management aujourd'hui les conduisent à mener, lorsqu'ils seront en activité, des transformations profondes dans les entreprises, par exemple sur l'alimentation (les entreprises agroalimentaires doivent s'adapter à la diminution des produits carnés), sur le transport des personnes (il faut intégrer la baisse du transport aérien), sur le fret (afin de réduire le transport de marchandises) etc.

Il s'agit de transformer l'enseignement supérieur afin d'intégrer les enjeux socio-écologiques dans tous les enseignements de gestion, de la finance au marketing, en passant par la stratégie et les ressources humaines. Le projet ClimatSup Business s'est diffusé dans de nombreuses business schools françaises (**HEC, ESSEC, ESCP, EM Lyon, Neoma, Kedge, Montpellier BS**, etc.). En outre, la Conférence des Grandes Écoles (CGE, qui rassemble plus de 250 établissements de formation d'élite en ingénierie, management et sciences politiques), partenaire du Shift Project, a signé en 2019 un appel à former tous les étudiants aux enjeux climat-énergie et collabore à la refonte des formations.

Jean-Marc Jancovici



Né en 1962, diplômé de l'X et de l'ENST, Jean-Marc Jancovici commence sa carrière à France Télécom avant de se spécialiser dans les questions climatiques.

Président du Shift Project, il propose une véritable réingénierie de la société à travers ses projets (La Fresque du Climat, ClimatSup Business, Plan de Transformation de l'Économie Française). Il entretient aussi des liens avec des collectifs militants étudiants, notamment Pour un Réveil Écologique, qui collabore au projet ClimatSup et milite pour transformer l'enseignement supérieur.

Il défend une gouvernance pilotée par les experts, estimant que la démocratie est « un obstacle » à la transition. Il a pu déclarer que « la démocratie n'est pas acceptable pour sauver le climat » car il faudrait un « cadre structurant de long terme »

et les échéances et tergiversations électorales ne sont pas acceptables et cite la Chine comme modèle possible (Conférence Jancovici Genève - 17/09/2020, youtube). Fervent partisan de la sobriété et de la décroissance, il s'est particulièrement fait remarquer en préconisant, le 24 novembre 2022, dans la matinale de France Inter, un nombre maximal de quatre trajets en avion par personne tout au long de la vie.

Quelques exemples :

L'ESSEC annonce intégrer « la transition écologique et sociale dans chaque aspect de ses programmes académiques. Ainsi, ce sont par exemple plus d'une centaine d'heures de cours qui sont dédiées aux enjeux environnementaux et sociaux pour les étudiants du programme Grande École, avec des enseignements renforcés sur les limites planétaires et la théorie du donut »²².

L'EM Lyon annonce avoir renforcé la formation et la sensibilisation de chaque étudiant aux enjeux de l'urgence climatique. De fait, 100 % des cours ont été revus « à l'aune des 17 ODD et des compétences RSE nécessaires aux futurs diplômés pour qu'ils puissent apporter une réponse complète et globale au problème écologique »²³.

Les classements ne sont plus des instruments fiables de mesure de l'excellence académique

HEC affirme placer la transition écologique et la responsabilité sociétale au cœur de son projet « que ce soit au sein de son programme Grande École ou dans sa façon de dispenser les cours »²⁴ et s'est fixée dès 2021 l'objectif « de former 100 % de ses étudiants et managers aux défis et aux responsabilités de la transition énergétique et de la durabilité, en conformité avec les objectifs de développement durable des Nations unies »²⁵.

L'EDHEC, annonce avoir repensé tous les programmes pour former les étudiants aux enjeux environnementaux à travers les cours de marketing, de management, de droit ou encore de finance²⁶.

IV - Des classements et des accréditations vitales et viciées

Depuis plusieurs décennies, les classements des Écoles de commerce occupent une place centrale dans l'enseignement supérieur. Qu'ils soient internationaux (Financial Times, QS, Times Higher Education, Corporate Knights) ou français (L'Étudiant, Challenges, ChangeNOW/Échos START), ces palmarès déterminent en grande partie la réputation des établissements, leur attractivité auprès des étudiants et leur reconnaissance par les entreprises.

Longtemps centrés sur des critères académiques classiques (excellence de la recherche, sélectivité, insertion professionnelle, ouverture internationale), ces classements ont connu au cours des années 2020 une mutation radicale. Sous l'effet conjugué de la pression sociale, de l'activisme étudiant et de l'influence des réseaux militants écologistes et de diversité, de nouveaux indicateurs se sont imposés : empreinte carbone, proportion de cours liés au développement durable, diversité des enseignants et des étudiants, contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU...

Cette évolution traduit un glissement fondamental : les classements ne se contentent plus d'évaluer la performance académique, ils deviennent des outils d'ingénierie idéologique, imposant aux Écoles de commerce une norme mondiale de conformité à l'agenda ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Les conséquences sont majeures : transformation des curricula, bouleversement des hiérarchies entre Écoles et uniformisation des modèles éducatifs.

Dès lors, force est de constater que les classements ne sont plus des instruments de mesure de l'excellence académique. Ils sont devenus les vecteurs d'une normalisation militante, orientant la formation des élites économiques selon une grille idéologique prédéfinie.

Les classements internationaux : la domination de l'agenda ESG

L'École n'est plus jugée sur ses résultats, mais sur son alignement avec les normes écologiques et sociales du moment.

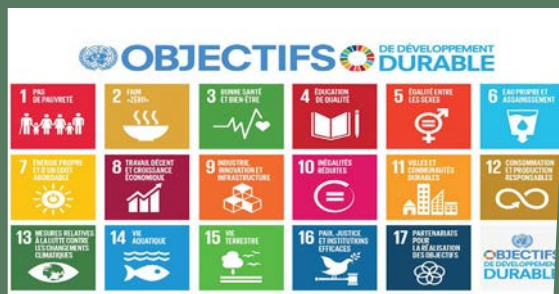
Le cas du Financial Times est particulièrement révélateur. Dans son classement Masters in Management 2025, un tiers de la notation est désormais attribué à des critères écologiques et sociaux. La seule rubrique « développement durable » pèse 7 % de la note, à laquelle s'ajoutent 3 % pour la présence de cours explicitement liés à la transition écologique, 4 % pour l'empreinte carbone de l'École et surtout 26 % pour la diversité (en particulier la proportion de femmes et d'étrangers dans le corps professoral et étudiant). En parallèle, le Financial Times a introduit en 2023 un Carbon Footprint Rank spécifique pour les MBA, évaluant les objectifs Net zéro et l'intégration systématique de l'ESG dans les enseignements. L'École n'est donc plus jugée sur ses résultats, mais sur son alignement avec les normes écologiques et sociales du moment.

La tendance est encore plus nette avec le classement QS Sustainability, lancé en 2022. Ici, la dimension académique disparaît totalement au profit de la conformité idéologique : 45 % de la note repose sur « l'impact environnemental », 45 % sur « l'impact social » et 10 % sur la « gouvernance ». Autrement dit, ce classement n'évalue plus la qualité des formations ou la réussite des étudiants, mais la manière dont l'institution se conforme à une grille militante centrée sur l'ESG. Les business schools se voient ainsi contraintes de réorienter leurs programmes et leurs politiques pour rester visibles dans ces classements.

Le classement Times Higher Education Impact Rankings, créé en 2019, pousse encore plus loin cette logique. Contrairement aux classements traditionnels, il ne prend en compte aucun critère académique. La méthodologie repose exclusivement sur la contribution des établissements aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU. En six ans, ce classement a connu une croissance fulgurante : de 450 établissements classés en 2019, il en compte plus de 2 300 en 2025, dont 33 en France. La simple expansion de ce classement traduit la force d'attraction de ce nouvel agenda : pour ne pas apparaître en retrait sur le plan international, les Écoles doivent désormais démontrer leur conformité aux ODD (V. encadré).

Enfin, le Corporate Knights Better World MBA Ranking va dans le même sens. Ici, 100 % de la notation repose sur des critères de durabilité : 90 % selon la proportion de cours liés au développement durable, 10 % selon la part des diplômés travaillant dans des organisations dites « à impact ». Les thématiques imposées vont très loin, incluant la biodiversité, la tarification carbone, l'équité en emploi et même la prise en compte des peuples autochtones dans les enseignements.

Les objectifs de développement durable (ODD)



Les objectifs de développement durable (ODD ; en anglais : Sustainable Development Goals, ou SDGs) désignent les 17 objectifs établis par les États membres des Nations unies et qui sont rassemblés dans l'Agenda 2030 adopté par l'Organisation des Nations unies (ONU) .

Le but affiché relève d'un utopisme programmatique : il s'agit en effet d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et dans tous les pays, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous en visant spécifiquement 169 cibles, couvrant presque tout : pauvreté, climat, infrastructures, paix, éducation, santé, financement, biodiversité, emploi...

Outre que certaines cibles se contredisent (par exemple : Développer les infrastructures [ODD 9] et réduire les émissions [ODD 13]), les ODD imposent une grille unique de priorités à des pays très éloignés culturellement et dont l'histoire, l'économie et les besoins sont radicalement différents.

Les classements internationaux exercent une pression considérable sur les Écoles de commerce

Malheureusement, ces classements internationaux exercent une pression considérable sur les Écoles de commerce, qui doivent intégrer toujours plus de contenus liés à l'écologie et à la diversité pour maintenir leur rang. Cette dynamique crée un effet de contrainte systémique : les établissements, craignant d'être déclassés, réorientent massivement leurs curricula et leur gouvernance, non pas pour améliorer la qualité académique, mais pour répondre à des critères militants imposés de l'extérieur.

Les classements français : la normalisation par l'idéologie écologique et sociale

La position d'une école dans les palmarès nationaux dépend désormais moins de ses performances académiques que de sa conformité aux normes idéologiques dominantes

Si les classements internationaux ont largement ouvert la voie à l'intégration de critères militants dans l'évaluation des Écoles de commerce, la France n'est pas en reste. Les principaux médias spécialisés et organismes de référence se sont eux aussi alignés sur l'agenda écologique et sociétal, au point que la position d'une École dans les palmarès nationaux dépend désormais moins de ses performances académiques que de sa conformité aux normes idéologiques dominantes.

Le cas du classement de L'Étudiant est emblématique. Longtemps centré sur des critères classiques comme l'excellence académique, l'ouverture internationale ou l'insertion professionnelle, il accorde depuis 2025 un bonus spécifique aux Écoles labellisées DD&RS (Développement durable et Responsabilité sociétale). Ce label, créé par la Conférence des Grandes Écoles avec le soutien d'associations étudiantes militantes comme le RESES (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire), est construit autour des 17 ODD de l'ONU et intègre des critères

prescriptifs liés à la gouvernance, à la diversité, et à la gestion environnementale. La simple obtention de ce label garantit une meilleure place dans le classement.

Le magazine Challenges est allé encore plus loin. Depuis 2022, il a intégré un classement RSE représentant à lui seul un tiers de la méthodologie globale. Les critères incluent l'indice Pénicaud (égalité hommes-femmes), le label DD&RS et l'ouverture sociale, évaluée à travers un partenariat avec l'association Article 1, acteur militant en faveur de la diversité sociale.

L'exemple du classement ChangeNOW/Les Échos START, lancé en 2023, illustre la radicalisation de cette logique. Contrairement aux autres, ce palmarès ne repose sur aucun critère académique classique (recherche, sélectivité, employabilité). Il se fonde exclusivement sur l'engagement écologique et social des Écoles. Résultat : les Écoles historiquement dominantes comme **HEC**, régulièrement en tête des classements, se retrouvent (malgré leurs efforts !), reléguées à des positions inférieures (6ème place), tandis que des établissements comme **Audencia** ou **Neoma**, plus investis dans l'affichage écologique et social, progressent fortement. Ce basculement traduit une recomposition profonde : le prestige académique traditionnel est supplanté par la conformité idéologique.

Enfin, la France s'est aussi intégrée directement à la logique de « THE Impact Rankings », centrées sur les ODD. En 2024, pas moins de 33 établissements français, dont plusieurs Écoles de commerce, ont été classés.

Ces différents exemples montrent que les classements français ne se contentent pas d'intégrer ponctuellement des critères écologiques ou sociaux : ils en font désormais des éléments structurants, parfois majoritaires, dans leurs méthodologies.

Une uniformisation idéologique mondiale

La convergence entre les classements internationaux et français produit un effet systémique : elle transforme radicalement les critères de reconnaissance académique et impose une grille idéologique uniforme à toutes les Écoles de commerce.

En effet, sous la pression combinée des rankings, les Écoles sont contraintes d'intégrer massivement des contenus liés à l'écologie, à la RSE et à la diversité. Le document mentionne que certaines institutions, comme Griffith Business School en Australie, ont atteint 100 % de cours en lien avec le développement durable, tandis que l'université du Vermont a intégré cette logique dans 73 % de son curriculum. En France, **SKEMA** a même été classée n°1 mondial pour ses enseignements liés au dérèglement climatique.

Les écoles sont contraintes d'intégrer massivement des contenus liés à l'écologie, à la RSE et à la diversité

Les classements éliminent progressivement toute diversité scientifique

En outre, en imposant une pondération élevée (jusqu'à 100 % dans le cas de Corporate Knights ou QS Sustainability), les classements éliminent progressivement toute diversité scientifique. Les Écoles, qu'elles soient en Europe, en Asie ou en Amérique, doivent toutes se conformer aux mêmes indicateurs : empreinte carbone, proportion de cours liés au climat, diversité de genre et d'origine. Cela aboutit à une standardisation mondiale, où la compétition académique n'est plus fondée sur la recherche ou l'innovation pédagogique, mais sur l'alignement avec une idéologie prédéfinie.

Malheureusement, ces classements ne sont pas de simples observateurs : ils créent les conditions mêmes de la transformation. Une École qui refuse de se conformer aux critères ESG est mécaniquement sanctionnée dans les « rankings », ce qui affecte son attractivité auprès des étudiants, des recruteurs et des investisseurs. Cette logique de dépendance crée un cercle vicieux : plus les Écoles se conforment, plus les critères ESG pèsent lourd, renforçant à chaque cycle l'effet d'homogénéisation idéologique.

En définitive, les classements ne se contentent plus d'évaluer : ils dictent la norme. Ils redéfinissent ce que doit être une grande École de commerce, non pas sur la base de sa capacité à former des managers compétents et innovants, mais selon son degré de conformité à une vision militante de la durabilité et de la diversité.

Les accréditations, un instrument d'influence

L'AMBA inclut de nombreux paramètres et exigences liés à la diversité, à l'inclusion et à l'environnement

Dans le domaine des Écoles de commerce, la reconnaissance internationale repose largement sur trois accréditations majeures : l'AACSB, l'EQUIS et l'AMBA. Obtenir ces trois labels, surnommés la « triple couronne » ou « triple accréditation », constitue un véritable gage d'excellence. À l'échelle mondiale, à peine 1 % des business schools parviennent à réunir simultanément ces distinctions, ce qui leur confère un prestige unique.

Réunir simultanément les trois accréditations représente le plus haut degré de reconnaissance académique et institutionnelle pour une École de commerce. Sur les quelque 13 670 Écoles de commerce recensées dans le monde, seules 129 disposent de cette triple distinction. La France occupe une position de premier plan à l'échelle internationale, avec 19 Écoles triplement accréditées parmi environ 400 établissements.

La triple accréditation renforce l'attractivité des Écoles, consolide leurs partenariats internationaux et garantit aux étudiants une formation reconnue et valorisée dans le monde entier. Elle leur ouvre de meilleures perspectives de carrière et facilite les échanges académiques. Dans un contexte de forte concurrence et de classements très influents, les

Écoles cherchent donc à s'aligner sur les exigences des accréditations pour préserver leur réputation, attirer davantage d'étudiants et assurer leur pérennité financière. Ces accréditations, en tant qu'outils internationaux, contribuent également à diffuser et à internationaliser des principes de « progrès » directement importés des systèmes anglo-saxons.

L'accréditation de l'AMBA

À la différence de l'AACSB et d'EQUIS, qui évaluent l'ensemble d'une École et se concentrent principalement sur la qualité du corps professoral, les méthodes pédagogiques, les liens avec le milieu professionnel ou encore la réputation internationale, l'AMBA (Association of Masters of Business Administration) se focalise exclusivement sur certains programmes. Elle inclut par ailleurs de nombreux paramètres et exigences liés à la diversité, à l'inclusion et à l'environnement. Les programmes concernés sont essentiellement les MBA, Executive MBA et Master in Management. Créée au Royaume-Uni il y a plus de 55 ans, l'AMBA est aujourd'hui considérée comme une référence internationale pour certifier les formations de haut niveau en management.

Plus de 260 programmes sont accrédités AMBA dans 75 pays, dont 25 Écoles françaises. L'accréditation est valable cinq ans et reste particulièrement sélective, puisque seulement 3 % des business schools mondiales en bénéficient.

Depuis quelques années, l'« Association of MBAs » a renforcé de manière notable ses critères d'accréditation autour de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de la Diversité, Équité et Inclusion (DEI). Ces critères ne sont plus considérés comme des paramètres annexes, mais comme des prérequis indispensables et transversaux pour l'ensemble des établissements. De fait, toutes les Écoles souhaitant obtenir ou conserver cette accréditation doivent désormais se conformer à ces exigences, ce qui influence directement leurs orientations internes et leurs politiques institutionnelles.

L'AMBA exige en effet que les programmes accrédités contribuent à former des « leaders responsables », capables d'avoir un impact positif non seulement sur les organisations, mais aussi sur la société. Cette ambition se traduit par plusieurs obligations. D'une part, les diplômés doivent démontrer leur aptitude à répondre aux défis planétaires, tels que le changement climatique, la cohésion sociale ou le développement durable, en intégrant des pratiques de gestion responsables. D'autre part, ils doivent être en mesure de diriger dans des environnements diversifiés et inclusifs, tout en prenant des décisions éthiques avec la conscience de leurs impacts globaux.

Sur le plan institutionnel, les Écoles doivent prouver leur engagement formel en faveur de la durabilité et de la gouvernance responsable, avec

Les diplômés doivent démontrer leur aptitude à répondre aux défis planétaires

des politiques claires sur leur rôle sociétal et leur contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU, ce qui implique notamment l'organisation d'enseignements relatifs à la RSE et au développement durable (responsabilité sociale des entreprises, gestion éthique des risques, analyse des enjeux environnementaux, sociaux et technologiques, ainsi que le rôle des entreprises comme force de changement positif).

Conclusion :

Les grandes Écoles de commerce ne se contentent plus d'intégrer l'écologie à leurs enseignements : elles en ont fait la matrice idéologique de l'ensemble de leurs formations. Le phénomène ne se limite donc pas à un simple « habillage vert » des maquettes pédagogiques ; il s'agit d'un basculement de fond, où l'Anthropocène, la décroissance et la dénonciation du capitalisme deviennent les grilles de lecture obligatoires de tous les cours, de la finance au marketing, en passant par la stratégie et les ressources humaines.

On constate une forme de défiance croissante à l'égard de la science et de l'innovation

Les conséquences de cette idéologisation sont multiples. La première est une forme de défiance croissante à l'égard de la science et de l'innovation. Quand on présente systématiquement la technique comme suspecte, l'industrie comme intrinsèquement prédatrice et le « techno-solutionnisme » comme l'ennemi à abattre, on ne prépare pas des esprits capables d'évaluer des options scientifiques concurrentes, mais des militants chargés de disqualifier par principe tout ce qui ressemble à une réponse technologique aux enjeux écologiques. Or, dans un monde où la décarbonation, la gestion de l'eau, les nouveaux matériaux, le numérique ou le nucléaire exigeront précisément davantage de science et d'innovation, former les futures élites économiques à s'en méfier par réflexe revient à scier la branche sur laquelle repose notre capacité d'adaptation.

On ne s'étonnera donc pas de voir se multiplier, dans les années à venir, les tensions internes et les refus de travailler pour certains secteurs jugés "sales" ou "écocides"

Cette dérive a un second effet, tout aussi préoccupant, sur le terrain des ressources humaines. Les entreprises vont accueillir des diplômés qui auront été socialisés pendant plusieurs années dans une culture de suspicion vis-à-vis de l'entreprise, du marché et de la hiérarchie. On leur aura répété que toute organisation est potentiellement « extractiviste », « climaticide » ou « discriminante », que la loyauté doit aller d'abord à la cause, pas à l'employeur. On ne s'étonnera donc pas de voir se multiplier, dans les années à venir, les tensions internes, les refus de travailler pour tel secteur jugé « sale » ou « écocide », les contestations publiques de décisions stratégiques par des salariés-activistes, voire les campagnes de dénonciation menées de l'intérieur contre leur propre entreprise. Le rapport au travail s'en trouve profondément modifié : au lieu de jeunes cadres cherchant à comprendre les contraintes

**À terme, c'est notre
compétitivité qui est
en jeu**

**En imposant un récit
unique, décroissant,
anticapitaliste et alar-
miste, les grandes
Écoles renoncent à ce
qui devrait être leur
socle : le pluralisme
des approches**

économiques de leur organisation pour la transformer de l'intérieur, on risque de voir émerger une génération qui supporte mal l'idée même de contrainte, de compromis ou de responsabilité managériale.

À terme, c'est notre compétitivité qui est en jeu. Alors que les écoles de management d'autres régions du monde continuent de former des dirigeants obsédés par l'innovation, la productivité et la conquête de marchés, nous prenons le risque de fabriquer des cadres culpabilisés par la croissance, méfiants vis-à-vis du progrès technique et persuadés que la vertu principale d'une entreprise est de réduire son activité pour « sauver la planète ». Ce décalage se paiera tôt ou tard en pertes de parts de marché, en désindustrialisation accélérée et en déclassement de nos entreprises face à des concurrents moins travaillés par cette culpabilité systématique.

Enfin, l'idéologisation des programmes menace la mission même de l'enseignement supérieur. En imposant un récit unique décroissant, anti-capitaliste, alarmiste les grandes Écoles renoncent à ce qui devrait être leur socle : le pluralisme des approches, la confrontation des points de vue, la capacité donnée aux étudiants de critiquer aussi bien les dogmes écologistes que les dogmes productivistes. À la place, elles fabriquent une génération homogénéisée, passée par les mêmes rituels militants, parlant le même langage, partageant les mêmes indignations, sans véritable expérience du débat contradictoire.

Si l'écologie mérite d'être prise au sérieux, et elle le mérite, c'est précisément parce qu'elle doit pouvoir être discutée, mise en balance avec d'autres impératifs, pensée dans toute sa complexité, et non érigée en dogme indiscutable structurant, de l'extérieur, l'ensemble de nos grandes Écoles de commerce.

Notes

1. <https://www.hec.edu/fr/institut-society-organizations-so/actualites/un-nouveau-parcours-pedagogique-engage-pour-le-climat>
2. <https://www.campusmatin.com/vie-campus/rse-developpement-durable/pratiques/agir-pour-la-planete-un-cours-obligatoire-pour-faire-passer-1-200-etudiants-a-l-action.html>
3. <https://www.campusmatin.com/vie-campus/rse-developpement-durable/pratiques/agir-pour-la-planete-un-cours-obligatoire-pour-faire-passer-1-200-etudiants-a-l-action.html>
4. <https://www.hec.edu/fr/institut-society-organizations-so/actualites/transformer-l-economie-pour-l-anthropocene-7-lecons-fondamentales-pour-les-etudiants-d-aujourd-hui-et-les-leaders-de-demain>
5. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/education/la-decroissance-sinvite-doucement-dans-les-ecoles-de-commerce-1388609>
6. <https://reporterre.net/Timothee-Parrique-La-decroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme>
7. https://www.lepoint.fr/education/qui-est-timothee-parrique-l-economiste-chouchou-des-etudiants-en-business-school-18-02-2024-2552733_3584.php
8. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/education/la-decroissance-sinvite-doucement-dans-les-ecoles-de-commerce-1388609>
9. Un auteur va plus loin avec la notion de Capitalocène, selon laquelle le capitalisme serait le grand responsable du changement climatique (L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital, d'Andreas Malm, La Fabrique, 2017).
10. <https://www.usinenouvelle.com/article/comment-les-entreprises-tentent-d-attirer-les-jeunes-diplomes-de-la-generation-anthropocene.N2040872> ; 12 oct. 2022.
11. <https://em-lyon.com/fr/communiques/pge-penser-agir-anthropocene>
12. <https://www.hec.edu/fr/institut-society-organizations-so/actualites/zoom-sur-le-seminaire-d-ouverture-du-master-sustainability-and-social-innovation-d-hec-paris>
13. <https://bacheloract.fr/programme-et-pedagogie/>
14. Théorie économique selon laquelle le donut symbolise l'espace dans lequel la société peut prospérer économiquement et assurer un niveau de vie suffisant à sa population, tout en respectant les limites écologiques de la planète. Il est désigné comme « l'espace sûr et juste pour l'humanité » (Kate Raworth, La théorie du donut : l'économie de demain en 7 principes, J'ai lu, 2021).
15. <https://www.essec.edu/fr/actualites/classement-changenow-les-echos-essec-leader-transition-ecologique-france/>
16. <https://escp.eu/news/escp-une-ecole-resolument-engagee>
17. https://www.edhec.edu/sites/default/files/communiqués-presse/2023_07_05_CP_EDHEC_Point_presse_nouveautés_PGE.pdf
18. <https://www.science-et-vie.com/nature-et-environnement/la-terre-est-elle-en-train-de-vivre-sa-sixieme-extinction-des-scientifiques-ont-tranche-211572.html>
19. <https://www.sciencespo.fr/institut-transformations-environnementales/fr/evenements/l-anthropocene-enjeux-defis-et-materialite-pour-la-gestion-des-entreprises/>
20. <https://www.sciencespo-strasbourg.fr/agenda/evenement/conference-inaugurale-de-sciences-po-strasbourg-le-25-septembre-de-18h-a-20h>
21. <https://www.sciencespo-toulouse.fr/fr/notre-initiative-pour-le-climat/enseignements-et-transition>
22. <https://www.essec.edu/fr/actualites/classement-changenow-les-echos-essec-leader-transition-ecologique-france/>
23. <https://grandes-ecoles.studyrama.com/ecoles-de-commerce/actualites/emlyon-bs-s-engage-pour-l-environnement-11046.html>
24. <https://www.mondedesgrandesecoles.fr/pov-la-transition-ecologique-et-la-responsabilite-sociale-chez-hec/>
25. <https://www.hec.edu/fr/executive-education/actualites/la-transition-ecologique-un-chemin-deja-initie-chez-hec-paris>
26. <https://www.leparisien.fr/etudiant/orientation/ecoles/edhec-nous-avons-repense-nos-programmes-pour-former-nos-etudiants-aux-enjeux-environnementaux-MGA32MRRGBDTJAT4GLWYPOE53I.php>

